L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 13 DECEMBRE.

BULLETIN DES TRIBUNAUX.

La cour d'assises de Seine-et-Oise, présidée par M. le conseiller Poriet d'Arcq, a consacré les deux audiences du 15 et du 16 à une affaire qui a déjà produit une certaine émotion.

Le ministère public reproche aux deux accusés d'avoir entretenu des intelligences avec l'armée allemande qui occupait Versailles, pendant le siége de Paris, et de lui avoir fourni des bestiaux et des fourrages.

Le principal accusé, Robert Pierre Lautrel, est un homme de cinquante à cinquante-cinq ans, au teint rubicond. Sa physionomie exprime une finesse inouïe de bonhomie; Lautrel est Normand, il fait le commerce des fourrages et des bestiaux; il a pour concubine Marie Christine Klein, femme du sergent Meyer, qui était garçon du magasin à Versailles, avant la guerre. Le sergent Meyer faisait partie de la garnison de Paris. Il avait abandonné à sa femme la garde du magasin de fourrage.

Christine Klein est originaire du duché de Nassau. L'Allemand est sa langue maternelle. Les intendants de l'armée allemande entrèrent en relation avec elle, et s'engagèrent de leur trouver un fournisseur pour les vivres et les fourrages.

Elle les mit en rapport avec Lautrel.

Lautrel accepta. Il fut convenu que Christine Klein lui servirait d'interprète, et d'interprète, et d'intermédiaire, et 2 0/0 sur le prix des ventes qu'il ferait à l'armée allemande. Il a livré, en cet dernier, 2,000 bottes de fourrages. Il a livré à la 24e division d'infanterie pour 82,650 fr. 25 c. de fourrages, avoines et bestiaux.

Le 19 janvier, il livrait au convoi de bœufs, parmi lesquels figurent 1,587 moutons.

Il a fait des opérations considérables, et empêchées il a dû réduire un peu le chiffre d'environ 20 0/0. Quand il fut question de régler la part de Christine Klein, les associés ne se trouvèrent pas d'accord. Christine Klein actionna Lautrel devant le tribunal de commerce. C'est ainsi que l'affaire est arrivée à la cour d'assises. Le procureur de la République, averti par le président du tribunal de commerce, a déféré les deux associés à la justice criminelle et a requis contre eux l'application de l'article 177 du Code pénal.

On se rappelle que M. Jules Favre a accepté la défense de Christine Klein. La protestation d'un juré a fait remettre l'affaire à la session actuelle. M. Jules Favre a compris la difficulté de sa situation; il s'est retiré, et la défense de Christine Klein est confiée à Me Lento.

Lautrel exerce de sa fonction; il a accès, dit-il, aux menaces des Allemands. Il a été placé dans l'alternative d'être fusillé ou de devenir le fournisseur des Allemands.

Deux témoins ont été appelés par le ministère public; Lautrel en a cité 24; Christine Klein en a cité 17.

Le jury a rapporté un verdict d'acquittement en faveur de Christine Klein, et un verdict affirmatif contre Lautrel, verdict mitigé par l'admission de circonstances atténuantes.

Lautrel est condamné à cinq ans de prison.

Christine Klein est mise en liberté.

LE VOLONTARIAT D'UN AN EN FRANCE.

Nous lisons dans le *Journal du Havre*:

On nous demande des nouvelles explications au sujet du volontariat d'un an.

Les jeunes gens qui tireront au sort en 1873 sont ils astreints à se faire inscrire avant le 1er décembre et à se présenter aux examens du volontariat d'un an, ou sera-t-il indiqué une autre époque et un autre lieu? Il sera fait procès à d'autres examens avant le tirage au sort de 1873?

Comment les jeunes gens de la classe 1872 pourront-ils profiter du volontariat d'un an puisque le tirage au sort a déjà eu lieu?

Voici la réponse à ces questions:

En vertu de l'article 5 de la loi organique annexé au tableau de recensement, pour être admis à contracter un engagement conditionnel d'un an, on sera tenu de se présenter, dans l'année précédente, devant le jury d'examen. Pour ce dernier, on choisira les jeunes gens qui auront atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente, sont dressés par les maires de chaque commune, et soumis à la liste du recrutement.

Ceux qui auront atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente, sont dressés par les maires de chaque commune, et soumis à la liste du recrutement.

Le jury d'examen, institué par la loi du 27 juillet 1872, fonctionnera pour la première fois, dans chaque chef-lieu de département, du 1er février au 1er mars 1873, et fonctionnera ainsi chaque année.

Les jeunes gens de la classe de 1872 qui auront satisfait à l'examen du jury, et qui auront pris un engagement conditionnel d'un an, seront appelés à contracter leur engagement définitif dans les mairies de leur résidence, du 1er au 31 décembre 1873, et ils seront incorporés le 15 janvier 1874.

Les jeunes gens de la classe de 1873 qui auront satisfait à l'examen du jury, et qui auront pris un engagement conditionnel d'un an, seront appelés à contracter leur engagement définitif dans les mairies de leur résidence, du 1er au 31 décembre 1874, et ils seront incorporés le 15 janvier 1875, et ainsi de suite.

Nous ne pensons pas qu'il soit besoin d'ajouter que ceux qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus, ou qui ne satisfont pas à cet autre examen et qui subiront ensuite celui du recrutement, ne pourront contracter un engagement conditionnel d'un an.

L'époque de 1873 n'est pas encore fixée, mais elle sera probablement celle du 1er décembre prochain, comme pour la classe de 1872, dont le tirage au sort a eu lieu le 19 janvier 1873. Cette année, on a fixé au 1er décembre 1872 l'époque de la visite du conseil de révision pour la classe de 1873, qui devait tirer au sort en 1873.

La classe de 1872, qui tirera au sort l'année prochaine, fournit donc seule cette année le contingent. *Nous ne savons pas encore si on prendra, comme on l'a fait pour la classe de 1871, un nombre d'hommes supérieur à celui qui est fixé par la loi de recrutement.* Dans ce cas, il faut donc que, pour contracter un engagement conditionnel d'un an, il faut être déjà, ou devenir, un militaire ou un assimilé, ou bien être dans une position spéciale qui fasse passer de l'activité à la réserve, comme celle d'instituteur, etc.

Les jeunes gens qui auront satisfait à l'examen du jury, et qui auront pris un engagement conditionnel d'un an, seront appelés à contracter leur engagement définitif dans les mairies de leur résidence, du 1er au 31 décembre 1874, et ils seront incorporés le 15 janvier 1875, et ainsi de suite.

Nous ne pensons pas qu'il soit besoin d'ajouter que ceux qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus, ou qui ne satisfont pas à cet autre examen et qui subiront ensuite celui du recrutement, ne pourront contracter un engagement conditionnel d'un an.

Nous ne connaissons pas encore si on prendra, comme on l'a fait pour la classe de 1871, un nombre d'hommes supérieur à celui qui est fixé par la loi de recrutement.